

Nouvelles locales du mardi 16 décembre 2014

@rib News, 16/12/2014 ĩ Politique - Certains partis politiques de lâ€™TM opposition affirment quâ€™TM ils ne peuvent pas accep les rÃ©sultats de lâ€™TM opÃ©ration dâ€™TM enrÃ©lement des Ã©lecteurs qui vient de se terminer au cours de la semaine derniÃ©re dâ€™TM une confÃ©rence de presse que ces 18 partis politiques ont animÃ©e ce mardi, ils ont annoncÃ© que les irrÃ©gularitÃ©s ont Ã©maillÃ© cette opÃ©ration combien importante pour le bien dÃ©roulement des Ã©lections ont Ã©tÃ© si fortes que person peut les cautionner.

Selon le dÃ©putÃ© Charles Nditije, lâ€™TM ISTEEBU a estimÃ© que 4.800.000 personnes vont participer aux Ã©lections alors que la CENI nâ€™TM a pu recueillir que 3.670.000 personnes seulement et il en dÃ©duit que ceux qui nâ€™TM ont pas pu sâ€™TM inscrire sont membres de lâ€™TM opposition Ã© qui les autoritÃ©s administratives nâ€™TM ont pas dÃ©livrÃ© des cartes nationales dâ€™TM identitÃ© que le travail de la CENI est irrÃ©gulier et demande Ã© la CENI de dÃ©missionner et si cela nâ€™TM est pas fait, ils vont mÃ©me descendre dans les rues pour lâ€™TM exiger puisque les manifestations sont autorisÃ©es. Il trouve que les Ã©lections ne sont pas faites pour la CENI et le parti CNDD-FDD seulement tout en mentionnant que mÃ©me un pouvoir peut partir sans parler dâ€™TM une simple commission comme la CENI. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha] - De son cÃ©tÃ©, Rwaswa Agathon, qui Ã©tait lui aussi prÃ©sent dans cette mÃ©me confÃ©rence aux cÃ©tÃ©s de Nditije, Minani, LÃ©once Ngendakumana, Chevineau Mugwengezo et les autres politiciens, estime que le prÃ©sident de la RÃ©publique devrait plutÃ©t sortir de son silence pour assumer publiquement sa responsabilitÃ© dans la suite Ã© rÃ©server au faux rÃ©sultats de lâ€™TM opÃ©ration dâ€™TM enrÃ©lement des Ã©lecteurs. Selon lui, il ne suffit pas pour Nkurunziza dâ€™TM affirmer que les Ã©lections de 2015 seront bonnes plus que les autres que le Burundi a dÃ©jÃ© connues, mais encore faut-il les prÃ©parer convenablement. Il trouve donc que si les Ã©lections sont truquÃ©es dÃ©s le dÃ©part, elles ne peuvent en aucun cas prÃ©tendre Ã©tre bonnes. Il trouve par ailleurs que les propos des membres de la CENI ne sont pas de nature Ã© assurer une bonne suite des opÃ©rations. Il demande lui aussi la dÃ©mission inconditionnelle de la CENI et lâ€™TM annulation pure et simple des rÃ©sultats de lâ€™TM opÃ©ration dâ€™TM enrÃ©lement des Ã©lecteurs. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha] - Le conseil national des Bashingantahe estime que lâ€™TM opÃ©ration dâ€™TM enrÃ©lement des Ã©lecteurs ne sâ€™TM est pas bien passÃ©e. Selon un communiquÃ© de presse rendu public ce mardi 16 dÃ©cembre 2014 par l'institution des notables burundais, la distribution de la carte nationale dâ€™TM identitÃ© a sÃ©rieusement entachÃ© cette opÃ©ration combien importante pour le bon dÃ©roulement des Ã©lections de 2015. Selon ce communiquÃ©, la CENI adopte par la suite un comportement qui est loin dâ€™TM Ã©tre neutre et rassurant et cela ne tranquillise pas du tout les autres partis politiques autres que le CNDD-FDD surtout les partis de lâ€™TM opposition. Ainsi, ce conseil estime que le processus Ã©lectoral est mis Ã© mal dÃ©s sa prÃ©paration. Il demande alors lâ€™TM annulation des rÃ©sultats de cette opÃ©ration dâ€™TM enrÃ©lement des Ã©lecteurs et un dialogue inclusif entre tous les partenaires afin de trouver des rÃ©ponses Ã© toutes les questions soulevÃ©es. Il trouve que si cela nâ€™TM est pas fait, il sâ€™TM agira dâ€™TM un cautionnement des erreurs constatÃ©es et la consÃ©cration dâ€™TM une situation prÃ©parÃ©e et mise en scÃ©ne depuis longtemps par des acteurs non dÃ©clarÃ©s. [bonesha/rtr/rpa/isanganiro] - Le parti CNDD-FDD a sorti un communiquÃ© de presse ce mardi pour apprÃ©cier lâ€™TM opÃ©ration dâ€™TM enrÃ©lement des Ã©lecteurs prendre fin la semaine derniÃ©re. Selon ce communiquÃ©, le parti au pouvoir trouve plutÃ©t que cette opÃ©ration sâ€™TM est bien dÃ©roulÃ©e malgrÃ© les cris des uns et des autres. Il trouve par ailleurs que la sÃ©curitÃ© Ã©tait bonne sur tous les sites dâ€™TM enregistrement des Ã©lecteurs et que cela tÃ©moigne Ã© suffisance du bon dÃ©roulement de lâ€™TM opÃ©ration. Le mÃ©me communiquÃ© dÃ©sapprouve le comportement et les propos de certains politiciens et membres de la sociÃ©tÃ© civile du Burundi qui demandent lâ€™TM annulation des rÃ©sultats de ce travail et la dÃ©mission de la CENI en estimant que les allÃ©gations avancÃ©es ne sont pas du tout fondÃ©es. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb] ĩ Justice - Le correspondant de la RPA dans la province de Bubanza qui avait Ã©tÃ© arrÃ©tÃ© ce lundi a comparu ce mardi devant la tribunal de grande instance de Bubanza dans un procÃ©s que lâ€™TM accusateur qui est le ministÃ©re public avait qualifiÃ© de fragrance. ArrivÃ© Ã© la barre, lâ€™TM avocat de la dÃ©fense a plutÃ©t plaidÃ© pour que ce dossier soit traitÃ© normalement avec toute la procÃ©dure existante ainsi lâ€™TM hypothÃ©se de fragrance. MÃ©tre Jean Bosco Ngendakubwayo, textes de lois Ã© lâ€™TM appui, a ainsi demandÃ© que le tribunal annule toutes les procÃ©dures que le ministÃ©re public avait dÃ©jÃ© entreprises et que son client soit libÃ©rÃ© provisoirement. Les membres du siÃ©ge se sont retirÃ©s pour une dÃ©libÃ©ration ayant durÃ© 30 minutes et il sâ€™TM en est suivi que lâ€™TM affaire soit classÃ©e dans les dossiers ordinaires pour dire quâ€™TM ils ont exclu lâ€™TM hypothÃ©se de fragrance comme par la dÃ©fense. Paradoxalement pourtant, Eloge Niyonzima nâ€™TM a pas bÃ©nÃ©ficiÃ© de la libertÃ© provisoire et a Ã©tÃ© rÃ©intÃ©grÃ© en la prison de Bubanza. Dâ€™TM aucuns se demandent alors pourquoi le tribunal nâ€™TM a pas accordÃ© la libertÃ© provisoire au requÃ©rant. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb] - Lâ€™TM Union Burundaise des Journalistes (UBJ) sâ€™TM insurge contre lâ€™TM arrestation et lâ€™TM incarcÃ©ration du correspondant de la RPA dans la province Bubanza survenues ce lundi. Selon le prÃ©sident de cette organisation professionnelle des journalistes, Eloge Niyonzima est accusÃ© des faits qui se sont dÃ©roulÃ©s alors quâ€™TM il Ã©tait dÃ©jÃ© rentrÃ© chez lui. Alexandre Niyungeko ajoute aussi que mÃ©me la victime avait auparavant prÃ©cisÃ© que le prÃ©verbe nâ€™TM Ã©tait pas dans le groupe qui lâ€™TM a attaquÃ© tout comme un des apprÃ©hendÃ©s, et qui reconnaÃ©t lui aussi la faute, mais que le journaliste nâ€™TM Ã©tait pas dans le coup. Il trouve ainsi quâ€™TM il sâ€™TM agit dâ€™TM une maniÃ©re dâ€™TM intimider ce journaliste et les autres pour le dÃ©bouter de leur travail Ã© cause des dÃ©nonciations quâ€™TM ils font souvent ; et cela se fait par lâ€™TM intermÃ©diaire de la justice dont lâ€™TM indÃ©pendance est loin dâ€™TM Ã©tre rÃ©ellement acquise. Il demande ainsi sa libÃ©ration inconditionnelle et que les journalistes de continuer Ã© travailler conformÃ©ment Ã© la loi et Ã© la dÃ©ontologie journalistique. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb] - Le Forum pour la Renforcement de la SociÃ©tÃ© Civile (FORCS) dÃ©nonce le fait que câ€™TM est le ministre de lâ€™TM intÃ©rieur qui ait annoncÃ© Ã© Rwaswa Agathon quâ€™TM il ne va pas comparaÃ©tre devant le parquet pour dâ€™TM appel de Bujumbura ce lundi. Selon le dÃ©clÃ©rÃ© gÃ©nÃ©ral de ce forum de la sociÃ©tÃ© civile, cela montre Ã© la provenance des injonctions de poursuivre ce leader politique de lâ€™TM opposition. Vital Nshimirimana trouve que le pouvoir actuel profite du manque dâ€™TM indÃ©pendance de la justice pour essayer dâ€™TM Ã©carter certains politiciens de la course Ã©lectoral et trouve que la convocation de Rwaswa Ã© lâ€™TM approche des Ã©lections ne vise quâ€™TM Ã©carter du processus Ã©lectoral [bonesha/rtr]